



LE RENDEZ-VOUS
CÔTE D'IVOIRE 2030
GROUPE CONSULTATIF
POUR LE FINANCEMENT DU PND 2026-2030



**MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT**

**GROUPE CONSULTATIF POUR
LE FINANCEMENT DU
PND 2026-2030**

08 - 09 JUILLET 2026

FICHE D'OPPORTUNITÉ D'INVESTISSEMENT

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Numérisation des Services Publics – e-Gouvernement



DESCRIPTION DU SECTEUR

AMBITION DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE SECTEUR/DOMAINES

Le gouvernement ivoirien ambitionne de réduire significativement les délais de traitement des actes administratifs et d'améliorer son classement à l'indice e-Gouvernement de l'ONU

IMPORTANCE DU SECTEUR/DOMAINES DANS L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE

Le programme de dématérialisation déjà engagé — guichet unique CEPICI, e-impôts, e-douanes, Facture Normalisée Électronique — illustre concrètement la capacité de la Côte d'Ivoire à moderniser son administration au bénéfice des entreprises et des usagers. Ces outils ont réduit les frictions administratives, raccourci les délais, diminué les coûts de transaction et renforcé la confiance des investisseurs. Le secteur du numérique bénéficie d'une allocation budgétaire en forte progression : le budget du Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique a augmenté de 37 % entre 2025 et 2026. Ce dynamisme budgétaire s'accompagne d'un engagement croissant des partenaires techniques et financiers — Banque mondiale, BAD, Union européenne — qui cofinancent des projets structurants tels que le PARAE et le PAD-CI.

PERFORMANCES / PALMARÈS DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE SECTEUR/DOMAINES AU NIVEAU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ÉCONOMIQUE

Sur le plan de la gouvernance numérique, la Côte d'Ivoire a intégré en 2022 pour la première fois le groupe des pays à développement élevé de l'administration en ligne dans l'indice e-gouvernement des Nations Unies (EGDI), avec un score progressant de 0,5467 en 2022 à 0,5587 en 2024. Cette dynamique s'appuie sur des réformes concrètes : le portail e-impôts de la DGI affiche désormais un taux de recettes recouvrées en ligne de plus de 78 %, tandis que la plateforme SIGOMAP a permis de dématérialiser les marchés publics avec 5 510 marchés approuvés en 2024 pour 1 403 milliards FCFA, en hausse de 4,2 % par rapport à 2023.

SOCIAL

Le Programme Filets Sociaux Productifs (PFSP) constitue l'un des dispositifs de protection sociale numérique les plus significatifs du pays. De 2017 à 2024, il a touché 457 000 ménages vulnérables dans les 31 régions, pour un montant total redistribué de 171 milliards FCFA sous forme d'allocations trimestrielles de 36 000 FCFA. En 2025, ce nombre a été porté à 527 000 ménages suite à l'extension annoncée par le Président de la République

RAPPEL DE DOCUMENTS STRATÉGIQUES SECTORIELS

- Stratégie Nationale Numérique – Côte d'Ivoire (SNN-CI-2021- 2025)
- Stratégie de Transformation Numérique - Côte d'Ivoire (STN-CI 2025-2035)
- Plan National de Développement (PND) 2026-2030 – Axe Gouvernance Numérique
- Plan Stratégique de l'ARTCI 2022-2026

COMPARAISON DES STATISTIQUES AU NIVEAU MONDIAL, AFRICAIN OU RÉGIONAL

MONDIAL

Le classement e-gouvernement 2024 de l'ONU place le Danemark, l'Estonie et Singapour en tête mondiale, avec un score EGDI moyen mondial en hausse de 0,6102 en 2022 à 0,6382 en 2024. Désormais 71,5 % des États membres atteignent un niveau élevé ou très élevé, portés par des investissements massifs dans l'IA, le cloud et le haut débit.

AFRICAIN

En 2024, l'Afrique du Sud (0,8616), l'Île Maurice (0,7506) et la Tunisie (0,6935) dominent le continent, rejoignant pour la première fois le groupe des pays à très haut niveau EGDI. Le Rwanda se distingue quant à lui comme le seul pays africain à très haut indice de services en ligne (OSI : 0,7935). La moyenne africaine s'établit à 0,4247, en hausse de 4,8 % par rapport à 2022.

RÉGIONAL

En Afrique de l'Ouest, le Ghana (0,6317) domine le classement, suivi par la Côte d'Ivoire (0,5587), qui a intégré en 2022 le groupe des pays à EGDI élevé et progresse continûment. La Banque mondiale projette que l'économie numérique ivoirienne pourrait générer plus de 5,5 milliards USD d'ici 2025 et 20 milliards USD d'ici 2050.



LE POTENTIEL DU SECTEUR

DEMANDE

La demande en solutions de numérisation publique est immense en Côte d'Ivoire. Le projet e-Démarches Administratives (e-DA) a recensé 300 procédures administratives à dématérialiser, dont seulement 105 effectivement dématérialisées à fin 2024, révélant un potentiel de marché considérable encore inexploité. Le PND 2026-2030 traduit cette ambition par 2 836 milliards FCFA consacrés à 19 projets numériques majeurs. La demande citoyenne confirme cet élan : avec 74 % des ménages connectés via smartphone et un taux de recouvrement fiscal en ligne bondissant à plus de 78 %, les populations sont prêtes, et la Banque mondiale évalue ce marché à plus de 20 milliards USD d'ici 2050.

AVANTAGES COMPARATIFS

La Côte d'Ivoire dispose d'un cadre institutionnel favorable avec le Groupement du Système d'Information du Trésor (GSIT) et l'Agence Nationale du Service Universel et des Télécommunications/TIC (ANSUT). L'expérience acquise avec des projets pionniers (e-impôts, e-douanes, CEPICI digital, ONECI biométrique, SIGEMAP) constitue un capital de savoir-faire mobilisable. Le taux de pénétration mobile (95 %) et le développement du mobile money créent un terreau fertile pour des services publics sur téléphone.

CAPITAL HUMAIN

Plus de 2 500 informaticiens (techniciens et ingénieurs systèmes) travaillent dans les directions informatiques des ministères. Les formations en e-gouvernement sont dispensées à l'ENA, à l'ESATIC, à l'UVCI et à l'INP-HB. Des programmes de renforcement des capacités sont conduits avec l'appui de la Banque Mondiale, du PNUD et de la GIZ. La Côte d'Ivoire forme chaque année plus de 3 000 étudiants en informatique et systèmes d'information.

DISPONIBILITÉ / ACCÈS AUX MATIÈRES PREMIÈRES

Infrastructure datacenter souverain opérationnel à Abidjan (CI-Télécommunications). Réseau gouvernemental sécurisé RESIGCI déployé dans les 31 directions régionales. Signature électronique reconnue légalement depuis 2013. Interconnexion à haut débit des ministères via le backbone numérique gouvernemental. Cloud gouvernemental en cours de déploiement sous l'égide du MTND.

NOMBRE D'EMPLOIS ATTENDUS

La transformation digitale de l'État pourrait générer plus de 35 000 emplois directs et indirects d'ici 2030 : 8 000 emplois dans le développement et la maintenance des systèmes d'information publics, 12 000 emplois dans les centres d'appels et de traitement des requêtes citoyennes, 15 000 emplois dans les secteurs bénéficiaires (formation, conseil en transformation digitale, cybersécurité, intégration de systèmes).



LES ATOUTS

CADRE RÉGLEMENTAIRE / INSTITUTIONS PUBLIQUES

- Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique (MTNIT) – chef de file de la transformation digitale de l'État
- Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC (ANSUT)
- Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics (CAIDP)
- Loi n° 2013-451 du 19 juin 2013 relative à la lutte contre la cybercriminalité.
- Loi n° 2017-728 sur la dématérialisation des procédures administratives
- Ordonnance n° 2013-660 relative à la promotion et à la protection des droits de propriété intellectuelle

ÉLIGIBILITÉ AU CODE DES INVESTISSEMENTS

- Éligible aux régimes A, B et C du Code des Investissements 2018 (Ordonnance N°2018-646 du 1er août 2018)
- Classé dans les secteurs prioritaires : Industrie des Services Numériques et Gouvernance Numérique
- Accès aux marchés publics à commande directe pour les entreprises certifiées en solutions e-gouvernement
- Exonération des droits de douane sur les équipements informatiques, serveurs et matériels réseaux destinés aux projets publics

- Dispositif CEPICI : guichet unique pour les formalités d'investissement, création d'entreprise en 24h

INCITATIONS FISCALES À L'INVESTISSEMENT

- Exonération totale du BIC (Bénéfice Industriel et Commercial) pendant 5 à 15 ans selon le régime d'investissement
- Exonération de TVA sur les services informatiques et solutions logicielles destinés aux marchés publics
- Réduction de 50 % de la patente pour les entreprises de services numériques durant les 3 premières années d'activité
- Exonération de droits d'enregistrement lors de la création de sociétés et des augmentations de capital
- Crédit d'impôt Recherche & Développement de 30 % pour les solutions innovantes d'e-gouvernement développées localement
- Régime fiscal préférentiel pour les entreprises installées dans les zones numériques spéciales (ZNS)

DISPONIBILITÉ DE LA QUALITÉ DE MAIN D'ŒUVRE ET D'INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN AU SECTEUR

- Réseau gouvernemental sécurisé RESIGCI interconnectant les 31 directions régionales de l'État
- Datacenter souverain certifié Tier III opérationnel à Abidjan – capacité d'hébergement de 2 000 serveurs
- Backbone fibre optique national déployé sur 7 000 km couvrant les chefs-lieux de région
- Couverture 4G disponible dans les 31 chefs-lieux de région et 78 % des zones urbaines
- Portail citoyen unifié service-public.ci déjà opérationnel avec 45 services en ligne

LIEN AVEC LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT (INVESTISSEMENT VERT)

- La dématérialisation des procédures s'inscrit dans une démarche éco-responsable forte, permettant une réduction massive de la consommation de papier et un allègement significatif de l'empreinte carbone de l'administration. Déploiement de datacenters gouvernementaux à haute efficacité énergétique (PUE < 1,4)
- Solutions de télétravail et visioconférence pour les agents publics réduisant les déplacements
- Systèmes intelligents de gestion de l'énergie dans les bâtiments administratifs numériques

INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

- Doing Business 2020 : Côte d'Ivoire 110ème mondial, 3ème en Afrique de l'Ouest – amélioration continue grâce au e-gouvernement
- CEPICI opérationnel 24h/24 en ligne : immatriculation, licences, autorisations administratives
- Notation souveraine Ba2 (Moody's, mars 2026, perspective stable) — Cette note, qui positionne la Côte d'Ivoire au rang de deuxième économie la mieux notée d'Afrique subsaharienne, consacre la solidité macroéconomique du pays, la discipline budgétaire du Gouvernement et la crédibilité de son agenda de réformes aux yeux des investisseurs internationaux. Appartenance à l'UEMOA : harmonisation réglementaire régionale favorable aux investissements transfrontaliers
- Soutien actif de la Banque Mondiale (Projet eTransform), de l'AFD, du PNUD et de la GIZ dans la transformation digitale



Axes d'intervention prioritaires identifiés dans la SNNCI 2021-2025 et le PND 2021-2025 :

1. Dématérialisation des procédures administratives

- Développement de portails numériques sectoriels : e-justice, e-éducation, e-santé, e-transport, e-agriculture
- Numérisation des actes d'état civil, des registres fonciers et du cadastre national
- Dématérialisation complète des marchés publics et de la commande publique (extension SIGEMAP)
- Création d'un système de signature et d'archivage électronique souverain pour l'administration
- Numérisation des procédures douanières et mise en place du dédouanement sans papier (Single Window)

2. Mécanismes de production et plateformes innovantes

- Développement d'une plateforme nationale d'identité numérique unique (ID-CI) interopérable avec tous les services de l'État
- Création d'un cloud souverain ivoirien pour héberger l'ensemble des données et applications gouvernementales
- Mise en place d'un système national d'interopérabilité des systèmes d'information de l'État (bus d'échange de données)
- Développement d'une plateforme Open Data gouvernementale pour la valorisation des données publiques
- Déploiement de solutions de cybersécurité gouvernementale (CERT-CI renforcé, SOC national)

3. Services publics mobiles et inclusifs

- Applications mobiles de services publics (e-Gouvernement) accessibles sur smartphones et téléphones basiques via USSD
- Kiosques numériques citoyens déployés dans les sous-préfectures et communes rurales pour l'accès aux services publics
- Services publics en langues locales (dioula, baoulé, bété) pour l'inclusion des populations non-francophones
- Numérisation des transferts sociaux et des prestations de protection sociale (Filets Sociaux, CNPS)

4. Développement de services à partir des nouvelles technologies

- Intelligence artificielle pour l'automatisation du traitement des demandes administratives et la détection de fraudes
- Blockchain pour la sécurisation des registres publics (foncier, état civil, diplômes, brevets)
- Analyse de données massives (Big Data) pour l'aide à la décision politique et la planification des services publics

5. Formation et renforcement des capacités

- Création d'une École Nationale du Numérique Public (ENNP) pour la formation continue des agents de l'État
- Programme de certification nationale en compétences numériques pour les 300 000 fonctionnaires ivoiriens et plus
- Centres de formation régionaux en e-gouvernement pour les collectivités locales et les conseils régionaux

6. Projets PPP et initiatives stratégiques identifiées

- Smart City Abidjan : plateforme intégrée de gestion numérique des services urbains (trafic, éclairage, déchets, eau)
- Programme e-Foncier CI : numérisation complète du cadastre et digitalisation des actes de propriété foncière
- Projet e-Justice CI : dématérialisation des actes de justice (certificat de nationalité et casier judiciaire) et des procédures judiciaires et accès en ligne.
- Hub Régional de l'e-Gouvernement CEDEAO : positionnement d'Abidjan comme centre de compétence régional



LES ACTEURS CLÉS DU SECTEUR

SECTEUR PUBLIC

- Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique (MTNIT) – pilotage stratégique
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget – DGI (e-impôts), Trésor Public (SIGFIP), DGD (e-douanes)
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité – ONECI (état civil biométrique), Direction des Affaires Administratives
- CEPICI – guichet unique numérique d'investissement et création d'entreprises
- ARTCI, ANSUT.

SECTEUR PRIVÉ

- Intégrateurs de systèmes : Atos CI, Orange Business Services, IBM CI, Huawei Technologies CI
- Développeurs locaux de solutions e-gouvernement : NSIA Technologies, CGI Côte d'Ivoire, Digit'All
- Opérateurs télécom : Orange CI, MTN CI, Moov Africa (infrastructure réseau et cloud)
- Fintech & paiement : CinetPay, Wave, Orange Money (paiement des services publics en ligne)
- Cybersécurité : Seculabs CI, DataProtect Afrique

COMMUNAUTÉ

- Société civile numérique : Akendewa, Internet Society Côte d'Ivoire (ISOC-CI)
- Universités : UFHB, UVCI, ESATIC, INP-HB, ENAM (formation et recherche en e-gouvernement)
- Communautés de développeurs : Google Developer Groups Abidjan, Open Source CI

LE SECTEUR

- Partenaires techniques et financiers : Banque mondiale (Projet e-Transform CI), AFD, PNUD, GIZ, Union Européenne
- Organisations régionales : UEMOA (harmonisation numérique), CEDEAO (interopérabilité e-Gouvernement)
- Organismes onusiens : ITU, UNPD, ONU-DESA (appui à l'indice e-Gouvernement ONU)



LES RÉGIONS CONCERNÉES

Couverture nationale – priorités géographiques d'intervention :

- District Autonome d'Abidjan – Hub central : déploiement prioritaire du portail citoyen, datacenter souverain, Smart City
- Yamoussoukro (District des Lacs) – Capitale politique : centre de commandement numérique de l'État, UVCI et INP-HB
- Bouaké (Vallée du Bandama) – 2e ville : numérisation des services de la mairie, état civil digital, e-justice régionale
- San-Pédro (Bas-Sassandra) – Port : numérisation du guichet unique portuaire et des procédures douanières
- Korhogo (Poros) – Nord : kiosques numériques citoyens, e-agriculture, accès mobile aux services publics
- Man (Tonkpi) – Ouest : numérisation de l'état civil, registre foncier rural, services de santé connectés
- Abengourou (Indénié-Djuablin) – Est : services numériques pour les zones forestières, e-éducation rurale
- Toutes les régions : déploiement progressif des kiosques numériques citoyens dans les sous-préfectures



- www.service-public.ci – **Portail Unique des Services Publics en ligne aux citoyens et entreprises**
- www.cepici.gouv.ci – **Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire**

**QUELQUES
UTILILES** **LIENS**

- www.telecom.gouv.ci – **Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique (MTNIT)**
- www.artci.ci – **Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC**
- www.oneci.ci – **Office National de l'État Civil et de l'Identification**
- www.225invest.ci – **Portail Unique des Services à l'Investisseur**
- www.caidp.ci – **Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics**
- www.cgeci.com / cgeci@cgeci.ci – **Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire**